

Palestine - 10-07-2005

Appel au Boycott, aux Sanctions et aux Retraits des Investissements contre Israel
Par Société Civile Palestinienne

La Société Civile Palestinienne appelle au Boycott, aux Sanctions et aux Retraits des Investissements contre Israel jusqu'à ce qu'il applique le Droit International et les Principes Universels des Droits de l'Homme.

Un an après que l'avis consultatif historique de la Cour Internationale de Justice (CIJ) qui a jugé illégal le mur qu'Israel construit sur le territoire palestinien occupé, Israel continue sa construction du mur colonial au mépris total de la décision de la Cour.

Après trente huit ans d'occupation par Israel de la Cisjordanie palestinienne (y compris Jérusalem-Est), de la Bande de Gaza et des Hauteurs du Golan syriens, Israel continue à accroître les colonies juives.

Il a unilatéralement annexé Jérusalem-Est Occupé et les Hauteurs du Golan et annexe maintenant de facto de grandes parties de la Cisjordanie à l'aide du mur. Israel prépare également, dans l'ombre, son redéploiement prévu de la bande de Gaza - pour établir et accroître les colonies en Cisjordanie.

Cinquante sept ans après que l'Etat d'Israel ait été établi principalement sur la terre ethniquement nettoyée de ses propriétaires palestiniens, une majorité de Palestiniens sont des réfugiés, dont la plupart sont apatrides.

D'ailleurs, le système de discrimination raciale contre ses propres citoyens Arabes-Palestiniens derrière lequel il s'est retranché demeure intact.

À la lumière des violations persistantes du droit international par Israel, et étant donné que, depuis 1948, les centaines de résolutions de l'ONU ont condamné les politiques coloniales et discriminatoires d'Israel en tant qu'illégales et ont appelé à des remèdes immédiats, proportionnés et efficaces, et

Étant donné que toutes les formes d'intervention internationale et de tentatives de paix n'ont pas jusqu'ici convaincu ou forcé Israel à se conformer à la loi humanitaire, à respecter les Droits de l'Homme fondamentaux et à mettre fin à son occupation et son oppression du peuple de la Palestine, et

En raison du fait que les peuples de conscience parmi la communauté internationale ont historiquement endossé la responsabilité morale de combattre l'injustice, comme illustré dans la lutte pour abolir l'Apartheid en Afrique du Sud par diverses formes de boycott, de retrait d'investissement et de sanctions;

Inspirés par la lutte des Sud-Africains contre l'Apartheid et dans l'esprit de la solidarité internationale, de la cohérence morale et de la résistance à l'injustice et à l'oppression,

Nous, représentants de la Société Civile Palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israel tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid.

Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos états respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israel.

Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix.

Ces mesures punitives non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international en :

- 1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de tous les terres Arabes et en démantelant le Mur
- 2. Reconnaisant les droits fondamentaux des citoyens Arabo-Palestiniens d'Israel à une égalité absolue; et
- 3. Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU

Approuvé par :

Les partis politiques, les syndicats, les associations, les coalitions et les organisations palestiniens ci-dessous représentent les trois parties intégrales du peuple de la Palestine : Réfugiés palestiniens, Palestiniens sous occupation et Citoyens palestiniens d'Israel.

Syndicats, Associations, Campagnes

1. Conseil des Forces Nationales et Islamiques en Palestine
(institution coordonnant les principaux partis politiques dans les Territoires Occupés Palestiniens)
2. Palestinian Independent Commission for Citizen's Rights (PICCR)
3. Union of Arab Community Based Associations (ITTIJAH), Haifa
4. Forum des ONG Palestiniennes au Liban
5. Palestinian General Federation of Trade Unions (PGFTU)
6. General Union of Palestinian Women (GUPW)
7. General Union of Palestinian Teachers (GUPT)
8. Federation of Unions of Palestinian Universities' Professors and Employees
9. Consortium of Professional Associations
10. Union of Palestinian Medical Relief Committees (UPMRC)
11. Health Work Committees – Cisjordanie
12. Union of Agricultural Work Committees (UAWC)
13. Union of Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC)
14. Union of Health Work Committees – Gaza (UHCW)
15. Union of Palestinian Farmers
16. Occupied Palestine and Syrian Golan Heights Advocacy Initiative (OPGAI)
17. General Union of Disabled Palestinians
18. Palestinian Federation of Women's Action Committees (PFWAC)
19. Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (PACBI)
20. Palestinian Grassroots Anti-Apartheid Wall Campaign
21. Union of Teachers of Private Schools
22. Union of Women's Work Committees, Tulkarem (UWWC)
23. Dentists' Association – Jerusalem Center
24. Palestinian Engineers Association
25. Lawyers' Association
26. Network for the Eradication of Illiteracy and Adult Education, Ramallah
27. Coordinating Committee of Rehabilitation Centers – Cisjordanie
28. Coalition of Lebanese Civil Society Organizations (150 organisations)
29. Solidarity for Palestinian Human Rights (SPHR), Network of Student-based Canadian University Associations

Associations des Droits aux Réfugiés/Organisations

- 1 - Al-Ard Committees for the Defense of the Right of Return, Syrie
- 2 - Al-Awda Charitable Society, Beit Jala
- 3 - Al Awda - Palestine Right-to-Return Coalition, U.S.A
- 4 - Al-Awda Toronto
- 5 - Aidun Group – Liban
- 6 - Aidun Group – Syrie
- 7 - Alrowwad Cultural and Theatre Training Center, Camp de réfugiés d'Aida
- 8 - Association for the Defense of the Rights of the Internally Displaced (ADRID), Nazareth
- 9 - BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, Bethlehem
- 10 - Committee for Definite Return, Syrie
- 11 - Committee for the Defense of Palestinian Refugee Rights, Naplouse
- 12 - Consortium of the Displaced Inhabitants of Destroyed Palestinian Villages and Towns
- 13 - Filastinuna – Commission for the Defense of the Right of Return, Syrie
- 14 - Handala Center, Camp de réfugiés d'Azza (Beit Jibreen), Bethlehem
- 15 - High Committee for the Defense of the Right of Return, Jordanie
- 16 - (y compris l'approbation personnelle de 71 parlementaires, les partis politiques et les syndicats en Jordanie)
- 17 - High National Committee for the Defense of the Right of Return , Ramallah
- 18 - International Right of Return Congress (RORC)
- 19 - Jermana Youth Forum for the Defense of the Right of Return, Syrie
- 20 - Laji Center, Aida camp, Bethlehem
- 21 - Local Committee for Rehabilitation, Camp de réfugiés de Qalandia, Jerusalem
- 22 - Local Committee for Rehabilitation of the Disabled, Camp de réfugiés de Deheishe, Bethlehem
- 23 - Palestinian National Committee for the Defense of the Right of Return, Syrie
- 24 - Palestinian Return Association, Syrie
- 25 - Palestinian Return Forum, Syrie
- 26 - Palestine Right-of-Return Coalition (Palestine, Pays d'accueil Arabes, Europe, Amérique du Nord)
- 27 - Palestine Right-of-Return Confederation-Europe (Austria, Denmark, France, Germany, Italy, Netherlands, Norway, Poland, Sweden)
- 28 - Palestinian Youth Forum for the Right of Return, Syrie
- 29 - Comités Populaires de l'OLP - Camps de réfugiés de Cisjordanie
- 30 - Comités Populaires de l'OLP – Camps de réfugiés de la Bande de Gaza
- 31 - Comité Populaire – Camp de réfugiés d'al-'Azza (Beit Jibreen), Bethlehem
- 32 - Comité Populaire – Camp de réfugiés de Deheishe, Bethlehem
- 33 - Shaml - Palestinian Diaspora and Refugee Center, Ramallah
- 34 - Union of Women's Activity Centers – Camps de réfugiés de Cisjordanie
- 35 - Union of Youth Activity Centers – Camps de réfugiés de Palestine, Cisjordanie et Gaza
- 36 - Women's Activity Center – Camp de réfugiés de Deheishe, Bethlehem
- 37 - Yafa Cultural Center, Camp de réfugiés de Balata, Naplouse

Organisations

- 1 - Abna' al-Balad Society, Naplouse
- 2 - Addameer Center for Human Rights, Gaza
- 3 - Addameer Prisoners' Support and Human Rights Association, Ramallah
- 4 - Alanqa' Cultural Association, Hebron
- 5 - Al-Awda Palestinian Folklore Society, Hebron
- 6 - Al-Doha Children's Cultural Center, Bethlehem
- 7 - Al-Huda Islamic Center, Bethlehem
- 8 - Al-Jeel al-Jadid Society, Haifa

- 9 - Al-Karameh Cultural Society, Um al-Fahm
- 10 - Al-Maghazi Cultural Center, Gaza
- 11 - Al-Marsad Al-Arabi, occupied Syrian Golan Heights
- 12 - Al-Mezan Center for Human Rights, Gaza
- 13 - Al-Nahda Cultural Forum, Hebron
- 14 - Al-Taghrid Society for Culture and Arts, Gaza
- 15 - Alternative Tourism Group, Beit Sahour (ATG)
- 16 - Al-Wafa' Charitable Society, Gaza
- 17 - Applied Research Institute Jerusalem (ARIJ)
- 18 - Arab Association for Human Rights, Nazareth (HRA)
- 19 - Arab Center for Agricultural Development (ACAD)
- 20 - Arab Center for Agricultural Development-Gaza
- 21 - Arab Education Institute (AEI) – Pax Christie Bethlehem
- 22 - Arab Orthodox Charitable Society – Beit Sahour
- 23 - Arab Orthodox Charity – Beit Jala
- 24 - Arab Orthodox Club – Beit Jala
- 25 - Arab Orthodox Club – Beit Sahour
- 26 - Arab Students' Collective, Université de Toronto
- 27 - Arab Thought Forum, Jerusalem (AFT)
- 28 - Association for Cultural Exchange Hebron - France
- 29 - Association Najdeh, Liban
- 30 - Authority for Environmental Quality, Jénine
- 31 - Bader Society for Development and Reconstruction, Gaza
- 32 - Canadian Palestine Foundation of Quebec, Montreal
- 33 - Center for the Defense of Freedoms, Ramallah
- 34 - Center for Science and Culture, Gaza
- 35 - Chamber of Commerce and Industry, Ramallah- Al-Bireh District
- 36 - Child Development and Entertainment Center, Tulkarem
- 37 - Committee for Popular Participation, Tulkarem
- 38 - Defense for Children International-Palestine Section, Ramallah (DCI/PS)
- 39 - El-Funoun Palestinian Popular Dance Troupe
- 40 - Ensan Center for Democracy and Human Rights, Bethlehem
- 41 - Environmental Education Center, Bethlehem
- 42 - FARAH – Palestinian Center for Children, Syrie
- 43 - Ghassan Kanafani Society for Development, Gaza
- 44 - Ghassan Kanafani Forum, Syrie
- 45 - Gaza Community Mental Health Program, Gaza (GCMHP)
- 46 - Golan for Development, Hauteus du Golan Syriens Occupés
- 47 - Halhoul Cultural Forum, Hebron
- 48 - Himayeh Society for Human Rights, Um al-Fahm
- 49 - Holy Land Trust – Bethlehem
- 50 - Home of Saint Nicholas for Old Ages – Beit Jala
- 51 - Human Rights Protection Center, Liban
- 52 - In'ash al-Usrah Society, Ramallah
- 53 - International Center of Bethlehem (Dar An-Nadweh)
- 54 - Islah Charitable Society-Bethlehem
- 55 - Jafra Youth Center, Syrie
- 56 - Jander Center, al-Azza (Beit Jibreen) refugee camp, Bethlehem
- 57 - Jerusalem Center for Women, Jerusalem (JCW)
- 58 - Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center (JLAC)
- 59 - Khalil Al Sakakini Cultural Center, Ramallah
- 60 - Land Research Center, Jerusalem (LRC)
- 61 - Liberated Prisoners' Society, Palestine
- 62 - Local Committee for Social Development, Naplouse

- 63 - Local Committee for the Rehabilitation of the Disabled, Naplouse
- 64 - MA'AN TV Network, Bethlehem
- 65 - Medical Aid for Palestine, Canada
- 66 - MIFTAH-Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy, Ramallah
- 67 - Muwatin-The Palestinian Institute for the Study of Democracy
- 68 - National Forum of Martyr's Families, Palestine
- 69 - Near East Council of Churches Committee for Refugee Work – Gaza Area
- 70 - Network of Christian Organizations – Bethlehem (NCOB)
- 71 - Palestinian Council for Justice and Peace, Jerusalem
- 72 - Palestinian Counseling Center, Jerusalem (PCC)
- 73 - Palestinian Democratic Youth Union, Liban
- 74 - Palestinian Farmers' Society, Gaza
- 75 - Palestinian Hydrology Group for Water and Environment Resources Development-Gaza
- 76 - Palestinian Prisoners' Society-Cisjordanie
- 77 - Palestinian Society for Consumer Protection, Gaza
- 78 - Palestinian University Students' Forum for Peace and Democracy, Hebron
- 79 - Palestinian Women's Struggle Committees
- 80 - Palestinian Working Women Society for Development (PWWSD)
- 81 - Popular Art Centre, Al-Bireh
- 82 - Prisoner's Friends Association – Ansar Al-Sajeen, Majd al-Krum
- 83 - Public Aid Association, Gaza
- 84 - Ramallah Center for Human Rights Studies
- 85 - Saint Afram Association – Bethlehem
- 86 - Saint Vincent De Paul – Beit Jala
- 87 - Senior Citizen Society – Beit Jala
- 88 - Social Development Center, Naplouse
- 89 - Society for Self-Development, Hebron
- 90 - Society for Social Work, Tulkarem
- 91 - Society for Voluntary Work and Culture, Um al-Fahm
- 92 - Society of Friends of Prisoners and Detainees, Um al-Fahm
- 93 - Sumoud-Political Prisoners Solidarity Group, Toronto
- 94 - Tamer Institute for Community Education, Ramallah
- 95 - TCC – Teacher's Creativity Center, Ramallah
- 96 - Wi'am Center, Bethlehem
- 97 - Women's Affairs Technical Committee, Ramallah and Gaza (WATC)
- 98 - Women's Studies Center, Jerusalem (WSC)
- 99 - Women's Center for Legal Aid and Counseling, Jerusalem (WCLAC)
- 100 - Yafa for Education and Culture, Naplouse
- 101 - Yazour Charitable Society, Naplouse
- 102 - YMCA- Jerusalem-Est
- 103 - Youth Cooperation Forum, Hebron
- 104 - YWCA-Palestine
- 105 - Zakat Committee-al-Khader, Bethlehen
- 106 - Zakat Committee-Deheishe camp, Bethlehem

Source : <http://www.badil.org/> Traduction : MG pour ISM

Projet de réponse à l'appel BDS de la société civile palestinienne

(Ce document est une synthèse de ce qui a été discuté lors du comité du 13 septembre. Ce document, après accord des membres du comité via mail d'ici au comité du 4 octobre, doit aider à prendre une décision sur le soutien à l'appel dans les différentes associations membres du CUP-Genève courant octobre. L'objectif est de pouvoir prendre une décision définitive au comité du mercredi 1^{er} novembre.)

Le Collectif Urgence Palestine-Genève a pris connaissance de « L'appel au boycott, aux sanctions et aux retraits des investissements contre Israël par la société civile palestinienne » lancé un an après la décision de la Cour Internationale de Justice qui a statué sur l'illégalité du mur et de la politique d'annexion et de colonisation des Territoires occupés palestiniens par l'Etat d'Israël.

Le Collectif Urgence Palestine-Genève salue cet appel qui résulte d'un non-respect systématique du droit international par le gouvernement israélien. De la même manière, le Collectif Urgence Palestine-Genève a réorienté un certain nombre de ses activités en constatant que malgré l'appel incessant de la solidarité internationale au dialogue et au respect du droit international pendant des décennies, la situation sur le terrain loin de s'améliorer s'est dégradée. Il a également conclu que face à la politique israélienne, seules des pressions contre cet Etat pouvait apporter un réel changement.

Le Collectif Urgence Palestine partage les objectifs de l'appel que sont :

« Ces mesures punitives non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international en :

- 1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de tous les terres Arabes et en démantelant le Mur*
- 2. Reconnaisant les droits fondamentaux des citoyens Arabo-Palestiniens d'Israël à une égalité absolue; et*
- 3. Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU. »*

En effet, les objectifs du Collectif Urgence Palestine-Genève présentés dans ses statuts sont :

- « 1. soutenir la lutte du peuple palestinien pour la reconnaissance de ses droits légitimes et inaliénables;*
- 2. mobiliser la société civile et développer toutes les formes de solidarité avec ce dernier;*
 - 3. œuvrer dans ce sens pour obtenir sans condition, en urgence et comme premier pas:*
 - la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens occupés en 1967, y compris Jérusalem Est;*
 - le démantèlement de toutes les colonies israéliennes;*
 - la libération de tous les prisonnier-es et le retour des expulsé-es et des réfugié-es.*
 - 4. encourager et soutenir les mouvements de solidarité en Israël avec le peuple palestinien. »*

Le Collectif Urgence Palestine-Genève a, depuis plusieurs années, développé des actions qui peuvent être assimilées à des appels au boycott, désinvestissements et sanctions.

Pour atteindre les objectifs ambitieux que se fixent l'appel de la société civile palestinienne et le Collectif Urgence Palestine-Genève, deux aspects nous paraissent évidents :

- La nécessité de développer une meilleure coordination entre les mouvements de solidarité avec le peuple palestinien tant en Suisse que sur le plan international.

- La nécessité d'alliances allant au delà des mouvements de solidarité avec le peuple palestinien.

Pour donner écho à l'appel de la société civile palestinienne et en fonction des réalités que nous rencontrons à Genève et en Suisse, le Collectif Urgence Palestine-Genève répond à l'appel de la société civile palestinienne de boycott, désinvestissement et sanction de la manière suivante :

Sanctions :

- Poursuite des activités liées à la suspension de la collaboration militaire entre la Suisse et Israël (achat d'armes, collaboration et échanges de technologie etc.).
- Actions pour obtenir la suspension des accords économiques conclus entre l'AELE et Israël.

Désinvestissement :

- Poursuite et développement des activités liées aux désinvestissements d'entreprises collaborant ou/et profitant de l'occupation israélienne telles que Caterpillar, Connex, Alstom etc.

Boycott :

- Boycotts de produits ou d'institutions spécifiques. Ceux-ci doivent être liés à un objectif précis permettant d'expliquer les tenants et aboutissants politiques d'une telle campagne de boycott.

Les différentes campagnes qui seront lancées ou suspendues dépendront de nos capacités propres et des conditions-cadres suisses (ou internationales) dans lesquelles nous évoluons.

Pour finir, nous aimerions également soulever un point qui nous paraît important. Si nous comprenons la raison de faire un parallèle entre l'appel de la société civile palestinienne au boycott, désinvestissement et sanction et la lutte pour abolir l'apartheid en Afrique du Sud, nous aimerions préciser qu'il existe certains points qui divergent entre ces deux réalités d'oppression. En Afrique du Sud, jamais le gouvernement sud-africain n'a expulsé la population opprimée hors de son territoire. Il n'a jamais fait venir de la main-d'œuvre étrangère pour remplacer les expulsés tel que le fait le gouvernement israélien. La politique israélienne (apartheid à l'intérieur de l'Etat israélien envers ces citoyen-ne-s palestinien-ne-s, l'occupation et l'annexion des terres palestiniennes etc.) va malheureusement bien au-delà, en raison de son caractère sioniste, de tout ce qu'à entrepris le gouvernement d'apartheid en Afrique du Sud. Enfin, historiquement, ce sont les Etats de la communauté internationale, à l'exception notable de certains, qui ont mis l'Afrique du Sud au ban de la communauté avant que la solidarité civile internationale s'engage fortement par le biais d'action de boycott ou de désinvestissement des intérêts sud-africains.

Collectif Urgence Palestine-Genève, novembre 2006